

L'Europe à la recherche de son identité

par Attila JAKAB,* Budapest

La question de l'élargissement de l'Union européenne fait ressurgir celle de son identité. Si le projet économique a toujours été prépondérant dans l'Union, il n'annihile pas l'influence de cette référence commune primordiale qu'est le christianisme. Or cet héritage religieux est porteur à la fois d'unité et de conflits ; il ne constitue pas un ciment culturel en soi.

L'identité - qu'elle soit individuelle ou collective - n'est jamais naturelle. Elle est une construction sociale et le rapport entre les différents facteurs qui la construisent est complexe et imbriqué. De plus, se définir se fait toujours en fonction d'une autre altérité ; par rapport à celui qui n'est pas « moi » ou qui n'est pas « comme moi ». L'identité européenne ne fait nullement exception à la règle. Elle existe, certes, mais elle est mal définie, car elle manque d'altérité d'opposition précise. C'est pourquoi, on la perçoit surtout au contact avec d'autres cultures et/ou civilisations.

Qui plus est, l'euroanéité constitue en réalité une aire culturelle plus vaste, s'étendant bien au-delà des limites géographiques du continent et se divisant en plusieurs sous-ensembles (par exemple nord-américain, latino-américain, australien). Elle est une manière de vivre et de penser façonnée par un héritage plus ou moins partagé, mais dont le socle est constitué par la Bible ainsi que par la culture hellénistique et romaine, avec des apports très divers et de profondeurs variées.

« Les Européens n'ont pas tous conscience de leur identité culturelle. C'est pourquoi des intellectuels et des hommes

politiques militant pour une Europe unie ont cherché à définir les bases du sentiment d'appartenance à leur civilisation. Ils considèrent que la culture est un lien entre les Européens, peut-être le seul qu'ils aient véritablement en commun. Pour convaincre ces derniers, ils ont tenté de mettre en lumière les caractéristiques de leur culture : sa réalité, son histoire, son avenir. »¹

Projet économique

La question de l'identité européenne s'est posée dès les origines de la construction de l'Union, mais, sous l'aspect de la culture, son importance fut toujours définie par les aléas de la conjoncture économique. Dans les années '50, les références à une culture commune furent assez nombreuses. L'Europe sortait tout juste d'un demi-siècle de guerres et de rivalités nationales, pour entrer dans une rivalité idéologique et dans une période de division territoriale durable ; dans ces circonstances, la reconstruction de l'unité occidentale passait inévitablement par une sorte de

* Dr en histoire du christianisme.

réhabilitation accélérée de l'Allemagne et de l'Italie. La démocratie-chrétienne, en se référant à un héritage commun, a beaucoup fait dans ce sens.

Malgré les références au christianisme, dont le signe le plus visible est le drapeau étoilé, l'Union européenne (U.E.) a toujours été un projet essentiellement économique, pour devenir ensuite également financier : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Communauté économique européenne (CEE). La culture a progressivement disparu des préoccupations politiques. Avec l'amélioration de la situation économique et le développement de la société de consommation, ce fait est devenu particulièrement révélateur.

Dans les années '70, la crise économique et sociale a remis à l'honneur la culture. C'est ainsi qu'à Brest, en mai 1976, un colloque fut consacré «à l'identité culturelle de l'Europe». Il en fut ensuite constamment question pendant les réunions des ministres européens responsables des affaires culturelles. Après une série de discours sans effets réels, le Conseil de la coopération culturelle a lancé en 1987 l'initiative de la mise sur pied «des itinéraires culturels». L'objectif était d'«inviter les Européens à parcourir et à explorer les chemins réels et imaginaires où l'identité européenne s'est forgée» et de les aider «à trouver de nouvelles formes d'épanouissement dans des formes de tourisme alternatif et/ou culturel». C'est ainsi que *les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle* furent ressuscités.²

Christianisme historique

Il est évident que le dénominateur de civilisation que partagent toutes les nations du continent européen est le christianisme, même si ses formes sont diverses et variées. Qui plus est, beaucoup de nations ont construit leur identité nationale moderne en partie dans des circonstances d'opposition avec

les institutions ecclésiastiques. Les traces de ces conflits demeurent et il ne faut surtout pas sous-estimer le facteur religieux confessionnel de ces constructions identitaires.

Cependant, se référer simplement au christianisme, c'est méconnaître ou vouloir gommer ce qui fait la différence. Car l'Europe unie des grands idéologues n'est en réalité rien d'autre qu'un grand marché avec une monnaie unique, engagé dans un vaste processus d'uniformisation : consommation, divertissement médiatique, éducation et nivellement de la pensée. Pour s'en convaincre, il suffit de se remémorer l'Eurovision 2002 de Tallin (Estonie) où, à quelques exceptions près (Macédoine, Israël, Suisse, France, Turquie, Slovaquie), les concurrent(e)s ont chanté en anglais et où les différentes votations nationales ont révélé des constantes géopolitiques. Voilà pour la réalité du multiculturalisme !

D'ailleurs, l'unité de l'Europe n'est perceptible que de l'extérieur, en regardant depuis une autre civilisation. L'U.E., en tant que telle, n'a pas de force symbolique réelle et ne donne pas vraiment de sens à un vouloir vivre ensemble. C'est plus que jamais perceptible au moment où se pose l'épineux problème de son élargissement. Au-delà des discours politiques, il est évident qu'il s'agit essentiellement d'économie et, qu'à ce niveau, les uns seront plus européens que les autres.

Du reste, il existe un abus de langage particulièrement révélateur de la mentalité dominante et en totale opposition avec tout discours sur la culture et sur l'identité européenne. Il s'agit de l'identification réductrice et abusive de l'Europe avec l'U.E. : la négation même de l'histoire et de la géographie ainsi que l'effacement voulu de la géopolitique européenne. Qui parle encore du Conseil de l'Europe... ?

Même si cela n'est pas formellement reconnu, des considérations économiques, financières et religieuses déterminent d'une manière complexe, et souvent quasi

inconsciente, l'ensemble du processus de la construction européenne. Une partie de l'Europe - celle occidentale et centrale - a été culturellement façonnée par le catholicisme et le protestantisme. La partie orientale, en revanche, a toujours été sous l'influence de l'aire culturelle byzantine. Au-delà de l'opposition religieuse et politique entre Rome et Constantinople, cela reflète également la différence culturelle entre Occident et Orient, que même l'Empire romain n'est pas parvenu à effacer. La diversité confessionnelle du christianisme s'est d'ailleurs construite sur cette différence.

Dans cette perspective, il est quasiment naturel que les institutions ecclésiastiques cherchent à exercer plus d'influence dans l'U.E. et à infléchir le processus dans la direction de leurs projets de société, tandis que les institutions et les responsables politiques tentent d'instrumentaliser et de domestiquer la religion pour la transformer en soutien morale de l'ordre social établi ou à établir.

Même ceux qui refusent les références explicites à la religion en général et au christianisme en particulier ne réussissent pas vraiment à s'affranchir du contexte culturel qui les a formés et éduqués. Car la partie vraiment romaine de l'Europe a toujours été caractérisée par la dialectique conflictuelle de l'opposition entre religieux et politique, ainsi que par la tentation perpétuelle de l'instrumentalisation réciproque. C'est ainsi, par exemple, que la France républicaine et même anticléricale ne s'est jamais gênée de défendre les catholiques et de soutenir de par le monde les missions, pour servir ses projets géopolitiques.

Le fait que l'Europe soit sous l'influence de son héritage religieux est surtout perceptible dans le processus de sa construction identitaire et dans le projet d'élargissement. S'il existe plusieurs niveaux d'identité (local, régional, national), le niveau européen se définit de plus en plus par rapport aux étrangers qui représentent

une culture autre que celle marquée par le christianisme ; ou plus exactement, par certaines formes de ce dernier.

Le vieillissement de la population est sans doute pour quelque chose dans la montée de l'insécurité, corollaire d'une menace imaginaire indéfinissable. Mais, derrière cette demande sécuritaire, savamment entretenue par les médias, se cache en réalité une insécurité existentielle profonde, due à la perte des repères identitaires traditionnels et des modèles d'identification. Sous la pression de la nécessité de devenir flexible, l'Européen devient fragile, car il se retrouve isolé dans une société atomisée.

Un support idéologique

Dès lors, de nouvelles sociabilités lui sont proposées dans le domaine de la consommation, du divertissement populaire ou de la religion, essentiellement fondées sur les sentiments. C'est ainsi, qu'en opposition aux formes institutionnelles et historiques du christianisme - qui ont de nos jours toutes les peines du monde à trouver leur voie -, ce sont surtout les tendances centrées sur la satisfaction du besoin religieux individuel et laissant entièrement de côté les questions de société qui sont particulièrement favorisées.

L'«évangélisme» ou le «biblicisme» à connotation chrétienne devient le support idéologique et moral du nouvel ordre social en construction. Il concurrence de plus en plus le christianisme historique, tout comme ce dernier avait autrefois concurrencé la religion de l'Empire romain et servi la reconstruction constantinienne. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que, dans toute une série de publications, la période carolingienne - et le règne de Charlemagne - est présentée comme un modèle européen à suivre.

Dans cette perspective, une histoire «politiquement correcte» du christianisme

doit servir de base culturelle à l'identité européenne commune qui reste à construire. Ce christianisme, pratiquement vidé de son contenu, est ainsi réduit à un rôle de support idéologique du pouvoir.

Aleksander Gieysztor, de l'Académie des sciences de Pologne, présente par exemple l'Europe du Moyen Âge comme «le synonyme d'une chrétienté occidentale qui, dans la pensée politique et ecclésiale, doit constituer une union de peuples guidée par l'empereur, *pater Europae*. Elle s'oppose immédiatement aux deux autres composantes de la division tripartite du monde, l'Afrique et l'Asie : Alcuin, un des maîtres à penser de Charlemagne et chef de son école palatine, les considère soumises en grande partie à l'islam et, de ce fait, porteuses de desseins politiques et religieux antagonistes. Elle se dresse aussi face à l'héritière du titre impérial romain : Byzance, dont la volonté d'hégémonie - selon Enée, évêque de Paris au milieu du IX^e siècle - ne saurait se manifester qu'en Asie ou aux extrémités de l'Europe.»⁵

Risque d'éclatement

Cette conception géopolitique de l'Europe marquée par le christianisme occidental se retrouve - comme par hasard - dans le projet d'élargissement futur de l'U.E. Bien au-delà des considérations purement économiques, on constate qu'à l'exception de la partie grecque de Chypre, les autres pays candidats appartiennent tous à l'aire culturelle catholico-protestante du continent. On marque ainsi, d'une manière très claire, la ligne de démarcation culturelle entre l'Occident et l'Orient. Comme cette ligne traverse plusieurs pays, pour apaiser les esprits et ne plus contribuer à la création de situations de conflit, l'adhésion leur est également miroitée.

La Turquie n'est pas oubliée n'ont plus, mais, avec son adhésion, l'U.E. s'étendant

jusqu'en Anatolie ne correspondra strictement à rien : ni historiquement, ni géographiquement, ni culturellement. Elle se révélera ce qu'elle fut dès le départ : un projet essentiellement économique et financier. De plus, en continuant à se référer à son héritage chrétien pour se forger une identité, l'Union obligera tous ceux qui ne peuvent pas s'y reconnaître - essentiellement sa population musulmane - à renforcer leur propre identité religieuse. D'ailleurs, c'est déjà ce qui se produit.

Unir les peuples du continent est incontestablement une idée grandiose, mais le sentiment d'appartenance commune ne se décrète pas. Qui plus est, les nations européennes sont des constructions trop récentes pour pouvoir oublier ce que cela leur a coûté. Prendre le pragmatisme pour une manifestation de l'identité collective serait une erreur. Vouloir enraciner l'identité européenne dans le christianisme, c'est également oublier qu'il ne lui a jamais été possible d'unifier le continent en profondeur. Ayant accordé peu de place à la culture réelle pendant toute la période de sa construction, l'U.E. se retrouve acculée à la recherche fébrile de son identité culturelle.

Tant que l'Union sera économiquement stable et viable, cette absence ne sera pas réellement pesante. Mais dès que des difficultés durables apparaîtront, les conflits d'intérêts seront inévitables. Et la représentation du fondement chrétien de l'héritage commun des nations européennes ne sera jamais un garant de sa pérennité.

A. J.

¹ Viviane Obaton, *La promotion de l'identité culturelle européenne depuis 1946*, (Euryopa, 3), Genève 1997, pp. 1-2.

² *Ibid.*, p. 102.

³ *Conscience et identité occidentales*, in «*Les Européens*», Paris 2000, pp. 173-174. Cet ouvrage collectif a été publié sous l'égide de l'Université de l'Europe avec le concours de l'Unesco.